

PARLIAMENTARY ASSEMBLY
OF THE
COUNCIL OF EUROPE

10 September 1991

Doc. 6485

OPINION

on the activities of OECD in 1990
in the field of science and technology¹

(Rapporteur : Mr LENZER,
Germany, CDU/CSU)

Introduction

1. As usual, the Committee on Science and Technology presents a contribution to the debate on the activities of OECD. As Mr Dees, Rapporteur for the Committee on Economic Affairs and Development, points out in his report (see Doc. 6473) "even though, formally, the debate ... deals with the activities of OECD in the preceding year, in this case 1990, it has in reality over the years developed into a major parliamentary commentary on current and future challenges of the Organisation". This is also the approach of our committee as stated in our last opinion.

2. Furthermore, this debate gives the Committee on Science and Technology the opportunity to review its own programme in the light of the most recent analyses of the problems which the governments of our member states are facing, either among themselves or *vis-à-vis* the governments of other industrialised countries, or in their relations with other parts of the world. Our committee follows the work of the OECD Committees for Scientific and Technological Policy and for Information, Computer and Communications Policy and also the work of the International Energy Agency and of OECD's Nuclear Energy Agency.

3. Each year the Committee on Science and Technology chooses to focus its opinion on a couple of main themes among the wide range of OECD's activities in the fields of science and technology. Last year the themes selected were energy (energy supply, renewable sources of energy, energy and the environment, nuclear energy), technology transfer and technology assessment. In the previous year the committee's opinion had focused on universities and industry, energy policies and science, technology and society and in the year

1. See Doc. 6446

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE
DU
CONSEIL DE L'EUROPE

10 septembre 1991

Doc. 6485

AVIS

sur les activités de l'OCDE en 1990
dans le domaine de la science et de la technologie¹

(Rapporteur : M. LENZER,
Allemagne, CDU/CSU)

Introduction

1. Comme à l'accoutumée, la commission de la science et de la technologie présente une contribution au débat sur les activités de l'OCDE. Comme le souligne M. Dees, rapporteur pour la commission des questions économiques et du développement, dans son rapport (voir Doc. 6473) «bien qu'officiellement le débat ... soit consacré aux activités de l'OCDE durant l'année précédente, en l'occurrence 1990, il est devenu en réalité au fil des ans l'occasion de recueillir d'importants commentaires parlementaires sur les tâches actuelles et futures de l'organisation». C'est également l'approche de notre commission telle que nous l'avons expliquée dans notre dernier avis.

2. En outre, ce débat donne à la commission de la science et de la technologie l'occasion de revoir son propre programme à la lumière des analyses les plus récentes des problèmes qui se posent à nos gouvernements, soit chez eux, soit vis-à-vis des gouvernements d'autres pays industrialisés ou dans leurs relations avec d'autres régions du monde. Notre commission suit les travaux du comité de la politique scientifique et technologique et du comité de la politique de l'information, de l'informatique et des communications de l'OCDE ainsi que ceux de l'Agence internationale de l'énergie et de l'Agence pour l'énergie nucléaire de l'OCDE.

3. Chaque année, la commission de la science et de la technologie choisit de centrer son avis sur quelques thèmes principaux parmi la vaste gamme des activités de l'OCDE dans les domaines de la science et de la technologie. L'année dernière, les thèmes retenus étaient l'énergie (approvisionnement énergétique, sources d'énergie renouvelables, énergie et environnement, énergie nucléaire), les transferts de technologies et l'évaluation technologique. En 1989, l'avis de la commission concernait les universités et l'industrie, les

1. Voir Doc. 6446

before it had dealt with the contribution of science and technology to economic growth, biotechnology, environment and telecommunications.

4. For the preparation of the present opinion we held an exchange of views with OECD representatives last May when, among others, the three following issues were considered: the Technology-Economy Programme (TEP), East-West scientific and technological relations, and preparations for the next meeting of OECD's Committee for Scientific and Technological Policy at ministerial level.

5. I would like to make a last introductory comment on the format of the Assembly debates on the activities of OECD. Last year we stated that it was almost a tradition to criticise such formats and to ask for improvements with a view to raising parliamentary and public interest and to associating more closely the guest delegations from OECD countries not members of the Council of Europe with the preparation of the Assembly resolution. A change in format was foreseen for this year whereby Australia, Canada, Japan, New Zealand and the United States would participate in terms equal in all respects to those enjoyed by Council of Europe member states. Unfortunately this will not be the case due to the lack of response by the Congress of the United States. On the other hand, we still have to work towards a greater parliamentary and public interest.

The current programme of OECD's Committee for Scientific and Technological Policy¹

6. OECD is the only international organisation which can be said to comprise all the developed, pluralist democracy, market economy countries, and only such countries. The way it tackles economic and social problems is thus very homogeneous, even if member countries' concerns may vary in intensity and their policies differ in content. Also, OECD countries lead the way in scientific and technical progress, in implementing new products and services, and in changes in lifestyle. Hence they have a special responsibility to explore new avenues and to draw up rules and conditions designed to ensure that these changes serve man's best interests.

7. OECD's methods are also specific to it. Having neither supranational legal powers, nor financial resources that it can use for loans or subsi-

politiques énergétiques et la science, la technologie et la société. En 1988, il portait sur l'apport de la science et de la technologie à la croissance économique, les biotechnologies, l'environnement et les télécommunications.

4. Pour préparer le présent avis, nous avons procédé en mai dernier à un échange de vues avec des représentants de l'OCDE au cours duquel nous avons examiné notamment les trois thèmes suivants: le programme technologie-économie (TEP), les relations scientifiques et technologiques Est-Ouest, et les préparatifs de la prochaine réunion à l'échelon ministériel du comité de la politique scientifique et technologique de l'OCDE.

5. J'aimerais terminer cette introduction par une dernière remarque sur la forme des débats de l'Assemblée concernant les activités de l'OCDE. L'année dernière, nous indiquions que la tradition voulait que l'on critiquât la forme du débat de l'Assemblée sur les activités de l'OCDE en demandant qu'il soit amélioré de manière à raviver l'intérêt des parlementaires et du public, et d'associer plus étroitement les délégations invitées des pays de l'OCDE non membres du Conseil de l'Europe à l'élaboration de la résolution de l'Assemblée. Une modification de la forme du débat était prévue pour cette année. Elle aurait permis à l'Australie, au Canada, au Japon, à la Nouvelle-Zélande et aux Etats-Unis d'Amérique de participer dans les mêmes conditions que les Etats membres du Conseil de l'Europe. Malheureusement, elle ne pourra avoir lieu en raison de l'absence de réponse du Congrès des Etats-Unis. En outre, il nous faut encore développer l'intérêt des parlementaires et du public.

Programme actuel du comité de la politique scientifique et technologique de l'OCDE¹

6. L'OCDE est la seule organisation internationale qui regroupe tous les pays développés à démocratie pluraliste et à économie de marché, et uniquement ces pays. L'organisation traite donc des problèmes économiques et sociaux de manière très homogène, même si les préoccupations de ses pays membres sont d'intensité variable et si leurs politiques ont des contenus différents. Les pays de l'OCDE sont également à la pointe du progrès scientifique et technique, de la mise en œuvre de nouveaux produits et services, et de l'évolution des modes de vie. Ils ont donc une responsabilité particulière quant à l'exploration de nouvelles voies et à l'élaboration de règles et de conditions visant à garantir que ces changements sont conformes à l'intérêt de l'humanité.

7. L'OCDE emploie également des méthodes qui lui sont propres. N'étant dotée ni de pouvoir légal supranational, ni de ressources finan-

1. This section is drafted on the basis of the programme scheduled for 1991, approved by OECD's Council in December 1990 (C (90) 100 (1st Rev.)).

1. Ce chapitre est fondé sur le programme prévu pour 1991, approuvé par le Conseil de l'OCDE en décembre 1990 (C (90) 100 (1^{re} rév.)).

dies, its *raison d'être* is co-operation, that is joint research by the governments of member states, in the framework of committees of senior national civil servants and with the help of its highly qualified Secretariat, into the best policies possible in all economic and social fields where co-operation is deemed useful. One such committee is the Committee for Scientific and Technological Policy.

8. In addition to its very important on-going work in scientific, technological and industrial indicators, the committee is currently involved in eight activities:

i. "Science and Technology Policy Outlook", a periodical report which surveys trends and issues in science and technology policies in OECD countries. The 1990 report presents an analysis of R & D effort and policies in member countries over the past decade and reviews in detail the topic of the internationalisation of science and technology. The 1991 report is expected to deal in some depth with the implications of new factors emerging in science and technology in non-member countries.

ii. Reviews of national science, technology and innovation policies is a continuing activity that enables member countries under review to have an independent assessment of their structures and policies and to benefit from the experience of other countries. Italy and Portugal are currently under review and the OECD is considering the possibility of extending this activity to certain non-member countries.

iii. International relations in science and technology focuses on the gathering and integration of data on the internationalisation of science and technology, as well as on the analysis of data on related aspects of globalisation such as technology transfer and foreign investment.

iv. Forum discussions are informal exchanges of views among member countries during sessions of the committee on subjects which are of common interest to member countries but which the Secretariat has not studied in detail. Topics for 1991 are the implications of the development of "big science" for national and international policies, and intellectual property rights in a science and technology context.

v. Diffusion of new technologies, national innovation systems and techno-economic networks, an activity which compares, for some broad-based industrial sectors, the patterns of innovation systems across a number of countries

cières suffisantes pour alimenter des prêts ou des subventions, elle a pour seule raison d'être la coopération, c'est-à-dire la recherche commune par les gouvernements membres, dans le cadre de comités de hauts fonctionnaires et avec l'aide de son secrétariat extrêmement qualifié, des meilleures politiques possibles dans tous les domaines économiques et sociaux où cette coopération est jugée utile. Un de ces comités s'occupe de politique scientifique et technologique.

8. En plus de son activité très importante en cours sur les indicateurs scientifiques, technologiques et industriels, le comité est actuellement engagé dans huit activités:

i. «Perspectives de politique scientifique et technologique de l'OCDE» est un rapport périodique qui fait l'inventaire des tendances et des problèmes des politiques scientifiques et technologiques dans les pays de l'OCDE. Le rapport de 1990 présente une analyse des activités et des politiques de recherche-développement dans les Etats membres depuis dix ans et examine en détail le thème de l'internationalisation de la science et de la technologie. Le rapport de 1991 devrait traiter de manière approfondie les implications des nouveaux facteurs qui apparaissent dans le domaine de la science et de la technologie dans les pays non membres.

ii. Politiques nationales scientifiques et technologiques; cette activité permanente permet aux pays membres faisant l'objet de cet examen d'avoir une évaluation indépendante de leurs structures et de leurs politiques, et de profiter de l'expérience d'autres pays. L'examen concerne actuellement l'Italie et le Portugal; l'OCDE envisage d'étendre cette activité à certains pays non membres.

iii. Relations scientifiques et technologiques internationales; cette activité rassemble et intègre les données sur l'internationalisation de la science et de la technologie, ainsi que sur l'analyse des données, sur les aspects apparentés de la globalisation comme les transferts de technologies et les investissements étrangers.

iv. Discussions en forum, échanges de vues informels entre les pays membres au cours des sessions du comité, sur des thèmes d'intérêt commun mais que le Secrétariat n'a pas étudiés en détail. Les thèmes pour 1991 sont les implications du développement de la recherche scientifique exigeant de gros moyens pour les politiques nationales et internationales, et les droits de propriété intellectuelle dans un contexte scientifique et technologique.

v. Diffusion des nouvelles technologies, systèmes nationaux d'innovation et réseaux techno-économiques, une activité qui compare les schémas des systèmes d'innovation de plusieurs pays dans quelques vastes secteurs industriels,

with the aim of assessing whether such an analytical method is effective in explaining innovation performance differences among countries.

vi. Biotechnology issues, which comprises in fact two activities: environmental applications of biotechnology and safety in biotechnology. The first endeavours to identify how government policies could best promote the development and exploitation of the very wide potential offered by environmental applications of biotechnology (environment monitoring, pollution control and prevention as well as, more broadly, the protection of the environment and genetic diversity). The second deals with criteria and principles for applied research in the field at the development stage, for genetically-engineered organisms; safety principles and criteria for low-risk organisms to be used in industry; and the harmonisation of definitions related to biotechnology.

vii. Government policies and industrial R & D is a new activity set up to explore a number of trends and issues in industrial R & D raised in several conferences of the TEP as well as in the conclusions of other committee work. It takes into account the different circumstances of small and medium firms with a significant R & D potential.

viii. Responsiveness of science and technology institutions to environmental change, an activity which analyses the ways in which science and technology institutions are responding to environmental concerns in their research programmes. It takes account of related work under the auspices of the Environment and the Industry Committees and it is based on national reports.

The Technology-Economy Programme (TEP)

9. This horizontal programme was launched in July 1988 to "obtain a better understanding and measurement of the synergy between technological change, the economy and society, so that a coherent framework may be established for analysis of public policy making within the OECD area". Several conferences were held on themes relating technology to investment, to the environment or to competitiveness. The last of this series of conferences was held in February 1991 in Montreal, Canada, under the title "Technology and the Global Economy".

10. The objective of this synthesis conference was to look at the policy implications deriving from the studies carried out as part of the TEP. The discussions centred on three main themes: the human dimension of the technology-economy

dans le but d'évaluer l'efficacité de cette méthode analytique pour expliquer les différences de performance en matière d'innovation selon les pays.

vi. Questions relatives à la biotechnologie, qui englobe en fait deux activités: les applications de la biotechnologie à l'environnement et à la sécurité en matière de biotechnologie. La première activité vise à identifier la meilleure façon pour les politiques gouvernementales de promouvoir le développement et l'exploitation des vastes possibilités offertes par les applications de la biotechnologie en matière d'environnement (surveillance de l'environnement, lutte antipollution et prévention de la pollution, et, d'une manière plus générale, protection de l'environnement et de la diversité génétique). La seconde activité traite des critères et des principes de la recherche appliquée dans ce domaine au stade du développement, pour les organismes modifiés génétiquement; des principes et des critères de sécurité pour les organismes à faible risque qui serviront à des applications industrielles; et de l'harmonisation des définitions liées à la biotechnologie.

vii. Politiques gouvernementales et recherche et développement industriels; cette nouvelle activité se propose d'explorer plusieurs tendances et questions de recherche et développement industriels soulevées dans plusieurs conférences du programme TEP ainsi que dans les conclusions d'autres travaux du comité. Elle prend en compte les différentes conditions de travail des petites et moyennes entreprises pourvues d'un potentiel de recherche et développement important.

viii. Les institutions scientifiques et technologiques face aux transformations de l'environnement; cette activité qui analyse la manière dont les institutions scientifiques et technologiques répondent aux préoccupations de l'environnement dans leurs programmes de recherche. Elle prend en compte les travaux apparentés engagés sous les auspices des comités de l'environnement et de l'industrie, et s'appuie sur des rapports nationaux.

Le programme technologie-économie (TEP)

9. Ce programme horizontal a été lancé en juillet 1988 pour «mieux comprendre les liens étroits entre l'évolution technologique, l'économie et la société, afin de fournir un cadre d'analyse à l'action gouvernementale» des pays de l'OCDE. Plusieurs conférences ont été organisées sur des thèmes associant la technologie et l'investissement, l'environnement ou la compétitivité. La dernière conférence de la série s'est tenue en février 1991 à Montréal, au Canada, sur le thème «La technologie et l'économie mondiales».

10. L'objectif de cette conférence de synthèse était d'examiner les implications politiques découlant des études effectuées dans le cadre du TEP. Les débats ont porté sur trois grands thèmes: l'aspect humain des liens technologie-économie;

relationship; the emerging roles of industry and governments in enhancing technological capability; and the international responses and conceivable rules of the game in a context of globalisation of enterprise and technology.

11. The conference stressed the responsibility of governments in translating the results of research into well-being for society and adopted several recommendations on such subjects as the importance of basic research, the dissemination and wider acceptance of technology, the development of human resources (education and vocational training), the contribution of private industry to research and development and the access for less developed countries to science and technology. All these recommendations were presented to the Council's meeting at ministerial level last June, where they were endorsed.

12. Ministers believed that "the findings of the TEP exercise demonstrated vividly the close interrelationships between a range of issues in areas such as science and technology, human resource development, corporate governance, trade, investment and competition, all of which would increasingly underpin national competitiveness and economic performance in the 1990s, and the need for governments better to co-ordinate and ensure coherence among domestic policies in these fields". They also underlined "the role of technology in helping to sustain growth and welfare, both in OECD countries and in non-member countries".

East-West scientific and technological relations

13. During the last year OECD relations with Central and Eastern Europe increased enormously and the Centre for Co-operation with European Economies in Transition was created within OECD to co-ordinate such relations, which, for the time being, concern four countries only: Czechoslovakia, Hungary, Poland (the so-called "partners in transition") and the Soviet Union.

14. A major conference on the theme "Economies in Transition: Science, Technology and Innovation Policies" held in Vienna and Bratislava last March was considered to be a success by all participants from East and West. There is a close interrelationship between the attainment of a competitive economy and technological innovation. Consequently, the working hypothesis of the conference was that "science and technology should play a significant role in the efforts currently undertaken to rebuild effective market economies".

There was a uniform consensus that "a continuing dialogue with OECD on the issues

les nouveaux rôles de l'industrie et des gouvernements pour le développement des capacités technologiques; et les réactions internationales et les règles possibles du jeu dans le cadre de la globalisation de l'entreprise et de la technologie.

11. La conférence a souligné la responsabilité des gouvernements dans la traduction des résultats de la recherche en bien-être pour la société et a adopté plusieurs recommandations sur des sujets tels que l'importance de la recherche fondamentale, une action en faveur de la diffusion de la technologie et d'une large acceptation de celle-ci, la valorisation des ressources humaines (éducation et formation professionnelle), la contribution du secteur privé à la recherche et au développement, et l'accès des pays en développement à la science et à la technologie. Toutes ces recommandations ont été présentées à la réunion du Conseil à l'échelon ministériel en juin dernier, où elles ont été adoptées.

12. Les ministres ont estimé que «les résultats de cet exercice faisaient clairement ressortir, d'une part, les étroites interrelations qui existent entre diverses questions dans des domaines comme la science et la technologie, la mise en valeur des ressources humaines, la gestion de l'environnement des entreprises, les échanges, l'investissement et la concurrence, autant d'éléments qui contribueront de plus en plus dans les années 90 à la compétitivité et à la bonne santé économiques au niveau national, et, d'autre part, la nécessité de mieux coordonner les politiques nationales dans ces domaines et d'en assurer la cohérence». Ils ont mis l'accent sur «la contribution que la technologie apportait à la croissance et au bien-être, dans les pays de l'OCDE et dans les pays non membres».

Relations scientifiques et technologiques Est-Ouest

13. Au cours de l'année dernière, les relations de l'OCDE avec l'Europe centrale et orientale se sont considérablement développées et l'organisation a créé le Centre pour la coopération avec les économies européennes en transition pour coordonner ces relations qui, pour le moment, ne concernent que quatre pays: la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne, les «partenaires pour la transition», et l'Union Soviétique.

14. Une grande conférence sur le thème «Economies en transition: politiques de la science, de la technologie et de l'innovation» a été organisée à Vienne et à Bratislava en mars dernier, que tous les participants, de l'Est comme de l'Ouest, ont considérée comme un succès. Il existe une interrelation étroite entre une économie compétitive et l'innovation technologique. En conséquence, l'hypothèse de travail de la conférence était que la science et la technologie devaient jouer un rôle significatif dans les efforts consentis pour reconstruire des économies de marché efficaces.

L'opinion unanime des participants était qu'il fallait poursuivre le dialogue avec l'OCDE

raised at the conference was necessary". It was suggested "that such a dialogue could take a variety of forms: meetings organised in a particular East or Central European country on specific topics; 'specialised' country reviews of science and technology policies; attendance at relevant meetings and seminars organised by OECD; general exchange of information, etc."

15. Participants at the conference agreed that "the problems facing the Central and Eastern European countries in attempting to restructure their science and technology systems and to build effective links between science and technology and macro-economic policies could not be resolved in the short term" and that "the Western experience could not be readily applied". Though faced with common problems, the notion that "solutions must, necessarily, be country specific", was reinforced.

16. In conclusion, it was agreed that OECD's assistance to those countries should be one of the organisation's priorities for the next few years. The Committee on Science and Technology strongly supports these views and encourages OECD to pursue its assistance to the new democracies in Central and Eastern Europe.

17. The report of the Committee on Economic Affairs and Development, being fairly comprehensive with regard to Central and Eastern Europe, I will make only a final remark on this subject. Bulgaria and Romania have already made firm commitments to parliamentary democracy and a market economy and were thus granted special guest status by the Parliamentary Assembly of the Council of Europe. It seems therefore natural that they benefit also from OECD's assistance.

Next meeting at ministerial level

18. The next meeting of OECD's Committee for Scientific and Technological Policy at ministerial level will be held on 10 and 11 March 1992 on the theme "Science and Technology Policies in the 1990s — The Inter-relatedness of the National and International Dimensions". Preparations for this meeting are being carried out under the committee's activity "International relations in science and technology". The two main issues submitted to ministers for discussion will be: "national innovation systems, competitiveness and international interdependence" and "strengthening and extending international co-operation". The ministers will also consider the final report and recommendations of the TEP and decide on follow-up to this programme. The Committee on Science and Technology was represented by myself at the last meeting of the OECD Committee for Scientific and Technological Policy at ministerial level and we very much hope that the Parliamentary Assembly

sur les problèmes soulevés à la conférence. Il a été suggéré qu'un tel dialogue pouvait prendre diverses formes: des réunions organisées dans un pays d'Europe centrale ou orientale sur des thèmes spécifiques; des examens nationaux «spécialisés» des politiques scientifiques et technologiques; la participation à des réunions et des séminaires organisés par l'OCDE; l'échange général d'informations, etc.

15. Les participants ont convenu que les problèmes qui se posent aux pays d'Europe centrale et orientale qui s'efforcent de restructurer leurs systèmes scientifique et technologique, et d'établir des liens efficaces entre la science et la technologie et les politiques macro-économiques ne pouvaient se résoudre rapidement et que l'on ne pouvait appliquer directement l'expérience occidentale. La conférence a insisté sur l'idée que, bien que ces pays soient confrontés à des problèmes communs, les solutions devaient nécessairement être adaptées à chaque pays.

16. En conclusion, il fut décidé que l'aide de l'OCDE à ces pays serait une des priorités de l'organisation pour les prochaines années. La commission de la science et de la technologie souscrit complètement à cette idée et encourage l'OCDE à poursuivre son assistance aux nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale.

17. Comme le rapport de la commission des questions économiques et du développement est extrêmement complet en ce qui concerne l'Europe centrale et orientale, je ne ferai qu'une remarque finale à ce sujet. La Bulgarie et la Roumanie se sont déjà fermement engagées dans la voie de la démocratie parlementaire et de l'économie de marché, et se sont donc vu octroyer le statut d'invité spécial par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Il semble donc naturel qu'elles bénéficient également de l'assistance de l'OCDE.

Prochaine réunion à l'échelon ministériel

18. La prochaine réunion du comité de la politique scientifique et technologique de l'OCDE à l'échelon ministériel aura lieu les 10 et 11 mars 1992 sur le thème «Les politiques de la science et de la technologie dans les années 90 — l'imbrication des dimensions nationales et internationales». Les préparatifs de cette réunion se font dans le cadre de l'activité intitulée «Relations scientifiques et technologiques internationales». Les deux principaux thèmes dont les ministres devront débattre sont «les systèmes nationaux d'innovation, la compétitivité et l'interdépendance internationale» et «le renforcement et l'élargissement de la coopération internationale». Les ministres examineront aussi le rapport final et les recommandations du TEP, et décideront du suivi de ce programme. Je représentais la commission de la science et de la technologie à la dernière réunion du comité de la politique scientifique et technologique de l'OCDE à l'échelon ministériel, et j'espère que l'Assemblée

will be invited to be represented at the meeting on 10 and 11 March 1992.

Final remarks

19. The Committee on Science and Technology feels that it should review its relationship with OECD and its participation in the annual debate on its activities. Some of OECD's activities are unfortunately obscure as far as parliamentarians are concerned and we believe that they can be made better known. For instance the work done by OECD in the field of technology assessment could prove very useful for our committee. OECD representatives who met with us last May announced that the organisation was currently reviewing the question of dissemination of the significant quantity of data available on many issues and the Committee on Science and Technology hopes to benefit from such a review.

20. In the light of the foregoing considerations, the Committee on Science and Technology will consider possible amendments to the draft resolution of the Committee on Economic Affairs and Development.

Reporting committee : Committee on Economic Affairs and Development.

Committee for opinion : Committee on Science and Technology (and competent committees).

Reference to committee : Doc. 6446 and Reference No. 1741 of 28 June 1991.

Opinion approved by the committee on 6 September 1991.

See 12th Sitting, 20 September 1991 ; and Resolution 968.

parlementaire du Conseil de l'Europe sera invitée à envoyer un représentant à la réunion des 10 et 11 mars 1992.

Remarques finales

19. La commission de la science et de la technologie estime qu'il lui faut revoir ses relations avec l'OCDE et sa participation au débat annuel sur les activités de cette organisation. Certaines activités de l'OCDE sont malheureusement obscures pour les parlementaires et nous croyons qu'elles mériteraient d'être mieux connues. Par exemple, le travail de l'OCDE dans le domaine de l'évaluation technologique pourrait s'avérer très utile pour notre commission. Les représentants de l'OCDE que nous avons rencontrés en mai dernier ont annoncé que l'organisation était en train de revoir la question de la diffusion des très nombreuses données disponibles dans de nombreux domaines et la commission de la science et de la technologie espère pouvoir tirer parti de cet examen.

20. A la lumière des considérations qui précèdent, la commission de la science et de la technologie examinera la possibilité de présenter des amendements au projet de résolution de la commission des questions économiques et du développement.

Commission chargée du rapport : commission des questions économiques et du développement.

Commission saisie pour avis : commission de la science et de la technologie (et commissions compétentes).

Renvoi en commission : Doc. 6446 et Renvoi n° 1741 du 28 juin 1991.

Avis approuvé par la commission le 6 septembre 1991.

Voir 12^e séance, 20 septembre 1991 ; et Résolution 968.